



Wallonie



Service public
de Wallonie

DG04

DIRECTION EXTERIEURE
HAUTAUT II

Rue de l'Ecluse 22
B-6000 CHARLEROI
Tél. : 071 65 48 80
Fax : 071 65 49 77

Votre contact :

Valérie PECRIAUX - 071/65.49.89
valerie.pecriaux@spw.wallonie.be

BRUSSELS SOUTH CHARLEROI
AIRPORT
rue des Frères Wright 8
6041 GOSSELIES

Charleroi, le

12 AVR. 2017

Nos réf : F0414/52011/UCP3/2017/14//451686

Annexe : 1 arrêté de décision sur une demande de permis d'urbanisme

OBJET : Permis d'urbanisme : Décision du fonctionnaire délégué

Projet : Réalisation d'un nouveau parking pour le personnel (parking P-staff) pour
l'aéroport de Charleroi., rue Santos Dumont 1 à 6041 GOSSELIES

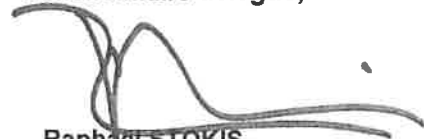
Mesdames, Messieurs,

Je vous prie de trouver, en annexe, la décision prise concernant la demande de
permis d'urbanisme visée sous objet.

J'adresse par même courrier, copie de la présente décision au Collège communal de
la commune de CHARLEROI.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'assurance de ma considération
distinguée.

Le Fonctionnaire délégué,



Raphaël STOKIS
Directeur

Agent traitant: Héloïse PIROT, Attachée

Responsable de service : Aurélie HOCHART, Attachée

Toute correspondance doit être adressée à l'attention de Monsieur Raphaël STOKIS, Fonctionnaire délégué

DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE

DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DU LOGEMENT, DU PATRIMOINE ET DE L'ÉNERGIE

Rue des Brigades d'Irlande 1, B-5100 Namur (Jambes) • Tél. : 081 33 21 11 • Fax : 081 33 21 10





Service public de Wallonie

DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,
DU LOGEMENT, DU PATRIMOINE ET DE L'ÉNERGIE
Direction extérieure de CHARLEROI

ANNEXE 12 - FORMULAIRE G

Personnes de droit public ou actes et travaux d'utilité publique

Décision d'octroi du permis d'urbanisme

Nos réf.: F0414/52011/UCP3/2017/14//451686

Le Fonctionnaire délégué,

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine en vigueur;

Vu le décret du 27 mai 2004 et l'arrêté du Gouvernement Wallon du 17 mars 2005 portant respectivement codification de la partie décrétale et de la partie réglementaire des dispositions du Livre 1^{er} du Code du droit de l'environnement ;

Vu les différents permis d'urbanisme délivrés pour le site dont le dernier en date délivré le 24/3/2017 référencé F0414/52011/UCP3/2016/2015/444905, ayant pour objet la construction d'une nouvelle sous-station électrique (cabine C7) pour BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT SA ;

Considérant que BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT SA a introduit une demande de permis d'urbanisme relative à un bien sis rue Santos Dumont 1 à 6041 GOSSELIES, cadastré GOSSELIES: C*270 e ayant pour objet : Réalisation d'un nouveau parking pour le personnel (parking P-staff) pour l'aéroport de Charleroi ;

Considérant que la demande complète de permis a été adressée au Fonctionnaire délégué de la DIRECTION DU HAINAUT II de la Direction Générale opérationnelle - Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie, en date du 17/02/2017 ;

Considérant que selon les dispositions du plan de secteur de CHARLEROI, le bien se situe en zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel (Arrêté royal du 10/09/1979) ;

Considérant que le bien se situe dans un périmètre de reconnaissance économique : "Zone d'activité économique de l'Aéropôle" approuvé par arrêté le 05/09/1991 (affectation : Artisanat et services) ;

Considérant que le bien se situe dans une zone d'aléa d'inondation de type Aléa très faible ;

Considérant que le bien se situe dans le périmètre de servitude aéronautique ;

Considérant que le bien se situe sur la courbe de bruit C' de 60 db du plan de développement à long terme de l'aéroport de Charleroi ;

Considérant que le bien se situe sur la courbe de bruit B' de 65 db du plan de développement à long terme de l'aéroport de Charleroi ;

Considérant que le bien se situe sur la courbe de bruit A' de 70 db du plan de développement à long terme de l'aéroport de Charleroi ;

Considérant que le bien se situe dans le périmètre SCD_schéma directeur GOSSELIES, statut : adoption définitive (arrêté du 17/11/1987) ;

Considérant que la demande de permis comprend une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ;

Considérant que conformément à l'article D.68 §1^{er} du livre I^{er} du Code de l'Environnement, l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier de demande de permis, a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.66 du livre I^{er} du Code de l'Environnement ;

Considérant qu'il résultait des caractéristiques du projet, de son impact sur l'environnement pris au sens large, de sa localisation, qu'il n'y avait pas lieu de requérir la réalisation d'une étude d'incidences du projet sur l'environnement, qu'en outre le dossier permet d'appréhender de manière adéquate et suffisante les divers impacts du projet ;

Considérant que l'avis du Collège communal de et à CHARLEROI, sollicité en date du 06/03/2017 est réputé favorable ;

Considérant que l'avis de BELGO CONTROL, sollicité en date du 06/03/2017 est réputé favorable ;

Considérant que l'avis de ELIA SUD, sollicité en date du 06/03/2017 et transmis en date du 31/03/2017 est favorable ;

Considérant que l'avis de l'IGRETEC - Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Etudes Techniques et Economiques, sollicité en date du 06/03/2017 et transmis en date du 20/03/2017 est favorable ;

Considérant que l'avis de la Direction de l'Aéroport de Charleroi - Département de l'Exploitation du Transport, sollicité en date du 06/03/2017 et transmis en date du 22/03/2017 est favorable conditionnel libellé comme suit :

"Si une grue est érigée lors du chantier (limitation à 10), veuillez prendre contact avec l'Inspection aéroportuaire (071/251 212) au moins une semaine à l'avance vu la proximité de l'aéroport. Lors de cette entrevue, vous devrez fournir les caractéristiques de la grue utilisée (type, hauteur, ...), la durée du chantier, le positionnement de la grue et la date du montage"

Considérant que le projet consiste en l'agrandissement du parking personnel existant situé rue Auguste Picart et comprenant actuellement 20 emplacements ; que les travaux portent plus précisément sur la réalisation d'un nouveau parking pour le personnel de l'Aéroport de Charleroi (parking P-staff) d'une superficie de 2050 m² et comprenant 120 emplacements voitures en dalles béton-gazon + gravier et 10 emplacements pour motos en asphalte sous abris, perpendiculaires à la voirie privée existante ; que cet aménagement nécessitera le terrassement d'une partie du merlon existant d'un mètre de haut sur 5 mètres et des nouvelles plantations avec enracinement talus ;

Considérant que l'article 34 du Code précité stipule que « La zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel est destinée à recevoir les activités visées aux articles 30 et 30 bis et les activités agro-économiques de proximité, à l'exclusion des activités de vente au détail – Décret du 30 avril 2009, art. 20, 2°. Son affectation est déterminée en fonction de la localisation de la zone, de son voisinage, des coûts et des besoins pour la région concernée, des infrastructures de transport existantes, tout en veillant à développer des potentialités en termes de multimodalité ainsi que des synergies avec les zones attenantes. Cette zone comporte un périmètre ou un dispositif d'isolement, sauf pour la partie du périmètre qui se situe le long d'une infrastructure de communication utile à son développement économique ou lorsqu'un dispositif naturel ou artificiel, relevant du

domaine public, constitue lui-même un périmètre ou un dispositif d'isolement suffisant. Le logement de l'exploitant ou du personnel de gardiennage peut y être admis, pour autant que la sécurité ou la bonne marche de l'entreprise l'exige. Il fait partie intégrante de l'exploitation. La mise en œuvre d'une zone ou partie de zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel est subordonnée à l'adoption par le conseil communal, soit d'initiative, soit dans le délai qui lui est imposé par le Gouvernement, d'un rapport urbanistique et environnemental, conforme à l'article 33, § 2, et, le cas échéant, à l'article 33, § 2 bis, et à son approbation par le Gouvernement »;

Considérant sur le plan urbanistique, que la zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel est mise en œuvre au sens du l'article 12 bis des dispositions transitoires et finales du décret du 27 novembre 1997 modifiant le CWATUP, dans la mesure où elle est couverte, dans sa totalité, par le schéma directeur dit « de l'Aéropole », approuvé par les conseils communaux de FLEURUS et de CHARLEROI en dates des 3 juin 1987 et 17 novembre 1987 ; que l'arrêté ministériel du 05 septembre 1991 de reconnaissance prévoit explicitement qu'il y a lieu d'affecter la zone dite « Aéropole » à usage artisanal et de services ; qu'il y a dès lors lieu de considérer que la ZACCI a bien été mise en œuvre et que le projet est conforme aux affectations prévues par ce schéma directeur ;

Considérant que le projet concerne l'extension d'un parking pour le personnel de l'aéroport de CHARLEROI, considéré comme équipement de service public ; que selon le prescrit de l'article 127 § 1, 7° du C.W.A.T.U.P., le fonctionnaire délégué est autorité compétente ; que le projet permet d'augmenter la capacité du parking du personnel dont le nombre augmente sans cesse, au vu du développement de cet aéroport ; qu'afin d'intégrer le projet au mieux dans son environnement naturel, il conviendra de planter, tous les 10 emplacements de stationnement, un arbre à haute tige, de force minimum 10-12 ; que moyennant le respect des ces conditions et des recommandations de la Direction de l'Aéroport de Charleroi - Département de l'Exploitation du Transport, le projet s'intègre au cadre bâti et non bâti ; qu'il améliore sensiblement la situation ; qu'il rencontre le prescrit de l'article 34 du Code précité, est conforme à l'affectation du plan de secteur et respecte le bon aménagement des lieux ; qu'il peut dès lors être autorisé ;

Au vu de ce qui précède,

DECIDE

Article 1^{er} : Le permis d'urbanisme sollicité par BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT SA est octroyé aux conditions suivantes :

- Planter, tous les 10 emplacements de stationnement, un arbre à haute tige (de type Globossum tel qu'existant) de force minimum 12-14 ; ceci endéans l'année de mise en service des parkings ;
- Dès la fin des travaux de plantations, un rapport photographique (**avec rappel de mes références : F0414/52011/UCP3/2017/14//451686**) d'une dizaine de photographies couleur me sera transmis afin de visualiser clairement la végétation et les revêtements de sol; ce rapport peut m'être transmis par mail ;
- Respecter les recommandations de la Direction de l'Aéroport de Charleroi - Département de l'Exploitation du Transport reprises ci-dessus ;
- Pour le surplus, exécuter les travaux conformément aux plans joints à la demande de permis ;
- Sous réserve du respect et sans préjudice du droit des tiers ;

Article 2 : Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au Collège communal de la commune de CHARLEROI.

Article 3 : Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le Collège communal et le Fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins quinze jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes.

Article 4 : Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements.

A CHARLEROI, le 12 AVR. 2017
Le fonctionnaire délégué


Raphaël STOKIS
Directeur

Extraits du code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie

1) VOIES DE RECOURS

Art. 127. § 6. Le demandeur et le collège communal peuvent introduire un recours auprès du Gouvernement wallon dans les trente jours de la réception de la décision du fonctionnaire délégué ou de l'écoulement du délai visé à l'article 127, § 4, alinéa 2.

2) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Un avis indiquant que le permis a été délivré est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture au chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué, ou le jugement visé à l'article 155, § 5, doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

3) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 86. § 1^{er}. Si, dans les deux ans de l'envoi du permis d'urbanisme, le bénéficiaire n'a pas commencé les travaux de manière significative, le permis est périmé.

§2. Le permis est périmé pour la partie restante des travaux si ceux-ci n'ont pas été entièrement exécutés dans les cinq ans de son envoi, sauf si la réalisation a été autorisée par phases. Dans ce cas, le permis détermine le point de départ du délai de péremption pour chaque phase autre que la première.

La péremption du permis s'opère de plein droit.

4) PROROGATION DU PERMIS

Art. 86. §3. A la demande du bénéficiaire du permis d'urbanisme, celui-ci est prorogé pour une période d'un an. Cette demande est introduite trente jours avant l'expiration du délai de péremption visé à l'article 86, § 1^{er}.

La prorogation est accordée par le Gouvernement ou le fonctionnaire délégué.

5) CERTIFICATION DE LA CONFORMITE DES TRAVAUX

Art. 139. Selon les dispositions que peut arrêter le Gouvernement, dans le délai de soixante jours à dater de la requête que le titulaire du permis ou le propriétaire du bien adresse simultanément au collège communal et au fonctionnaire délégué, il est dressé une déclaration certifiant que :

- 1° les travaux sont ou ne sont pas achevés dans le délai endéans lequel ils devaient être achevés ;
- 2° les travaux ont ou n'ont pas été exécutés en conformité avec le permis délivré.

Si les travaux ne sont pas achevés dans le délai ou ne sont pas conformes au permis délivré, la déclaration doit, selon le cas, contenir la liste des travaux qui n'ont pas été exécutés ou indiquer en quoi le permis n'a pas été respecté

6) MODALITES AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX

Art. 137. Le début des travaux relatifs aux constructions nouvelles, en ce compris l'extension de l'emprise au sol de constructions existantes, est subordonné à l'indication sur place de l'implantation par les soins du collège communal.

Il est dressé procès-verbal de l'indication.

Coordonnées de l'expéditeur :

.....
.....
.....

Le

Service Public de Wallonie - DGO4
Direction extérieure de CHARLEROI
Monsieur Raphaël STOKIS,
Fonctionnaire délégué
rue de l'Ecluse 22
6000 CHARLEROI

Vos réf. : **F0414/52011/UCP3/2017/14//451686**
Objet :

AVIS DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX
--

Monsieur le Fonctionnaire délégué,

Je (Nous) soussigné(e)(s)
domicilié(e)(s) à
détenteur(rice)(s) du permis d'urbanisme dont question ci-dessus, certifie(ons) ce qui suit :

Date de début des travaux :

et ai(avons) notifié les présents renseignements, par recommandé, au Collège Communal de
....., le

Recevez, Monsieur le Fonctionnaire délégué, mes(nos) meilleures salutations.

Signature(s)

.....

Coordonnées de l'expéditeur :

.....

.....

.....

Le

Administration communale
Au Collège Communal
De et à

.....

.....

Vos réf. :
Objet :

AVIS DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX
--

Mesdames, Messieurs,

Je (Nous) soussigné(e)(s)
domicilié(e)(s) à
détenteur(rice)(s) du permis d'urbanisme dont question ci-dessus, certifie(ons) ce qui suit :

Date de début des travaux :

et ai(avons) notifié les présents renseignements, par recommandé, au Fonctionnaire délégué de la
Direction extérieure de Charleroi, le

Recevez, Mesdames, Messieurs, mes(nos) meilleures salutations.

Signature(s)

.....

chantier : Rue SANTOS DUMONT
6041 CHARLEROI - BELGIQUE

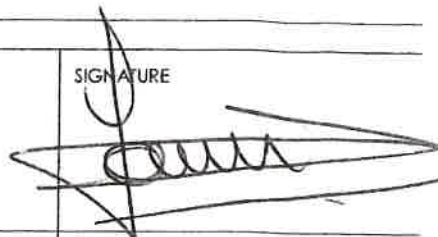


Brussels South Charleroi Airport s.a. (BSCA)

rue des frères Wright, 8
6041 - Charleroi
Belgique

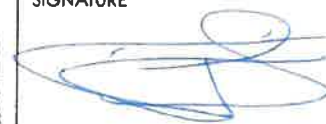
fax: 32 71 25 11 87

SIGNATURE

**bureau d'architecture greisch s.c.r.l.**

parc industriel des hauts-sarts
1ère avenue, 165
b-4040 herstal - liège - belgique

SIGNATURE



Bureau d'Etudes Pirnay s.a.

rue du Parc, 47
6000 - Charleroi
Belgique

ch s.c.r.l.

SERVICE PUBLIC

Aménagement du Territoire

Patrimoine et Energie

Le VILLONIE

tel: +32 4 366 14 02

fax: +32 4 366 14 01

0604

Tel: +32 4 3661.402

fax: +32 4 366 14 01

Direction de CHARLEROI
Rue de l'Ecluse 22
6000 CHARLEROI

tel: 32 71 33 04 49

for: 32 71 36 02 58

tel: 32 71 33 04 49
fax: 32 71 35 02 55



Bureau d'Etudes Poly-Tech s.a.

rue du Parc, 47
6000 - Charleroi
Belgique

tel: 32 71 33 04 49

fax: 32 71 33 02 58



UP & Cie s.p.r.l. / Urbanisme - Planification - Mobilité - Environnement

rue de la Victoire 194A/19
1060 - Bruxelles
Belgique

tel: 32 71 2 538 14 41

Réalisation d'un nouveau parking
pour l'Aéroport de Charleroi (parking Personnel)

PARKING STAFF

Situation - Implantation

Vue en plan - Coupes

dessiné par:

ild

n° dossier:

060116

échelle:

div

PS.PU/AR.101

vérifié par:

f.s.

fichier informatique:

060116-plans-PU-PStaff-100-20170217.pln

[illegible]